

André Robert est bien connu pour avoir travaillé longuement et de façon renouvelée sur le syndicalisme enseignant, mais il s'est également toujours intéressé aux politiques éducatives. En effet, en 1993, il publiait chez Nathan, *Système éducatif et réformes*, ouvrage qui fut longtemps une manière de manuel pour les étudiants. Il s'intéressait, dans ce livre, au système éduca-

tif jusque dans les années 1992 : ici, on va jusqu'en 2005. Cela peut nettement changer les perspectives. Voici en effet une version profondément réactualisée et remaniée de l'ouvrage précédent. On verra, notamment, que le fil conducteur de sa lecture des politiques éducatives s'est modifié.

Il s'agit plus que d'une histoire (il y a peu de recours véritablement aux sources archivistiques primaires) d'une sociohistoire du système éducatif français qui essaie, à partir d'une matrice intellectuelle d'en comprendre l'évolution, d'en souligner les jalons en prenant appui, notamment, sur la presse officielle ou grand public, de montrer les résistances et les oppositions à ce qui s'éloigne d'un idéal démocratique toujours recherché, jamais atteint. Quelle est cette matrice ? Ce n'est plus exactement la même qu'en 1990. À cette date, encore marqué par sa thèse récemment soutenue, l'auteur défendait l'idée qu'il fallait mettre en cause une vision par trop évolutionniste de l'école, d'une sorte de progrès inéluctable vers la démocratisation, entamée en 1944 et poursuivie depuis lors. Or, il n'en va pas ainsi et il entendait ainsi interroger ce qu'il appelait « les points de bifurcation » où se nichent les enjeux socio-politiques qui traversent l'école en France. Aujourd'hui, le fil conducteur de sa recherche est désormais autre. Analysant les politiques de l'État en matière scolaire (et non le précise-t-il éducatives), dans un contexte où la décentralisation s'est déployée et, pour le dire dans un vocabulaire d'aujourd'hui, où marchandisation et monétarisation ont fait leur œuvre, il s'in-

terroge pour savoir si l'école est ou non asservie au monde économique : le néolibéralisme est-il entré de force et en force dans l'école ? D'une certaine manière ce livre marque un retour en grâce d'une lecture plus idéologique, clairement assumée du discours sur l'école en France, dans la lignée des ouvrages de Christian Laval, tels que *L'École n'est pas une entreprise* (La Découverte, 2003).

De fait, le livre commence en 1944 et il est intéressant de lire ce nouvel ouvrage au prisme du précédent afin de mieux déceler l'évolution de la pensée de l'auteur et ses inflexions. Même si le texte principal n'est pas toujours modifié – ou à la marge –, l'un des éléments fondamentaux se trouve dans les notes de bas de page : celles-ci constituent une manière de prise en compte de l'avancée de la recherche et des travaux qui ont pu être faits depuis presque vingt ans. Les deux premiers chapitres reprennent aux ajustements rendus nécessaires par l'évolution de la recherche, le contenu du livre précédent. Un élément aurait pu faire l'objet d'une réévaluation : la position de Christian Fouchet. Ici encore, il est présent comme un ministre qui soutient la position de G. Pompidou, hostile à la création des CES. Or, tout porte à croire qu'il n'en est pas ainsi : l'ouverture des archives présidentielles et des propres archives du ministre montre qu'il a tout fait, parfois même sous de nombreux attermolements apparents, pour accentuer le processus d'accès du plus grand nombre aux études, y compris et surtout à l'enseignement supérieur. C. Fouchet ne s'est donc pas opposé à

la création des CES, mais a mis au contraire le Premier ministre devant le fait accompli. En revanche, l'auteur procède bien à une relecture de son texte primitif en introduisant l'idée « d'effacement de la mémoire de la politique de démocratisation » (p. 62) ce qui est une manière bien entendu d'introduire la ligne générale de la réflexion. Pour l'essentiel, les chapitres qui suivent reprennent ceux du premier ouvrage tout en permettant une mise à jour de la réorganisation syndicale intervenue à l'orée des années 1990, dans l'enseignement public.

Les chapitres qui commencent en 1993 sont entièrement nouveaux. Le chapitre 7 souligne que derrière les apparences d'une continuité, une réorientation de la politique scolaire a eu lieu : elle n'est plus la priorité absolue et elle est progressivement et largement asservie au monde économique. Le moment Allègre, décrit dans le chapitre précédent, est révélateur de la situation nouvelle de l'école, alors que l'épisode Jack Lang, n'est qu'une parenthèse : c'est bien le temps de la rupture avec le monde enseignant, au moment où l'école est entraînée dans la compétition internationale. Cet aspect des choses est bien mis en valeur dans le dernier chapitre : montée des oppositions, vote de la nouvelle loi d'orientation et définition d'un socle commun des connaissances, maîtrise apparaît comme autant de jalons pour une école saisie par le « néolibéralisme ». La conclusion souligne ainsi que la dérive s'accroît, notamment lorsqu'il montre, à juste titre, que la volonté de réduire le rôle régulateur de

l'État en supprimant quasiment la carte scolaire a des effets antidémocratiques. Bref, l'école est bien entrée un peu plus sous la dépendance de l'économie : elle l'était déjà à l'époque du plan gaullien, elle l'est de plus en plus à présent. C'est tout le contraire des valeurs démocratiques auxquelles croit l'auteur et il espère que l'école puisse échapper au règne de la compétition sans partage. Ce n'est plus à ses yeux le cas : on est loin des idéaux de Condorcet !

Index, table des sigles, bibliographie à jour contribuent également à faire de cet ouvrage non seulement un excellent manuel, mais aussi un livre qui dresse un état de la recherche sur les politiques éducatives à un moment crucial de notre histoire éducative et pose une interrogation de fond sur ce qu'est aujourd'hui l'école en France.

*Bruno Poucet, université de Picardie Jules-Verne.*